

2-Participation à L'Université d'Automne du MEF à Strasbourg Mme Colette Desmoutier et Melle Roza Smolinska

L'Université d'Automne a commencé par l'ouverture par François Gilles Le Theule, directeur du Centre des études européennes de Strasbourg à l'ENA et Philippe Metzenthin, président du ME Alsace et était suivi par le débat animé par Sylvie Goulard, présidente du ME-F, députée européenne et Nicolas Jean, président des Jeunes Européens-France sur un thème « L'Union Européenne après le Traité de Lisbonne ».

Mme Goulard a concentré sa présentation sur des actualités liées au Traité de Lisbonne. Elle a souligné que le contenu de Traité est proche de celui de la Constitution qui a été rejeté, mais qu'il contient quand même des choses nouvelles comme les bases pour une politique de l'énergie. Par rapport à la question de l'Europe qui doit descendre aux niveaux locaux le fait important est la mobilisation des environnements différents avant le deuxième référendum en Irlande. Mme Goulard a rappelé aussi que la réélection de M. Barroso risque l'affaiblissement de la Commission Européenne. M. Jean a présenté la position du soutien des Jeunes Européens-France pour le Traité de Lisbonne mais en posant en même temps la question quelle peut être la réaction des Français ou des Hollandais si on propose à eux de voter deuxième fois sur la Constitution. Il était aussi critique par rapport à la réélection de M. Barroso mais il a souligné le manque de la proposition alternative. En remarquant que le JE-F n'ont pas une grande force de lobbying il a expliqué sa rôle d'agir envers des citoyens et députés européens. En rappelant la 60ème anniversaire du ME il a souligné que la construction européenne est toujours en train du développement.

Dans une partie du débat, les questions posées par le public concernées :

- La proposition du Premier Ministre du Luxembourg dans le cadre de la bataille contre des paradis fiscaux
- La manque de la stratégie pour long terme pour des activités du ME-F et le résultat de la faible force du travail (réponse de Mme Goulard : il existe déjà une groupe qui travaille sur des propositions les plus variés possible pour l'avenir du ME-F ; les contributions sont bienvenues)
- La manque du candidat franco-allemand comme le contre candidat pour M. Barroso qui peut être une prévue que la coopération franco-allemand est en crise (réponse de Mme Goulard : les relations franco-allemand ne sont plus le moteur de l'Europe ! En plus, M. Barroso réalise le projet de la Commission Européenne qui ne dérange pas à Sarkozy ou Merkel)
- La besoin d'ouvrir un débat sur la question de la santé et le changement des directives dans ce sujet et le choix entre le projet de l'Europe des États et l'Europe des citoyens (Réponse de Mme Goulard : question se pose pourquoi on est arrivé à la contradiction entre l'Europe des États et l'Europe des citoyens, il faut équilibrer les deux ; elle a donné son soutien pour la création de groupe du travail sur des sujets plus spécialisés mais il a souligné une besoin d'un spécialiste dans chaque groupe qui sera responsable de la qualité d'un papier préparé par telle groupe)
- L'importance des prochaines élections régionales et la proposition de David Cameron sur le référendum pour que la Grande Bretagne peut quitter l'UE (soutien favorable de Mme Goulard pour toutes les

actions autour du thème « L'UE dans le région » ; seulement quand le Traité de Lisbonne entrera en vigueur il y a la possibilité juridique de quitter l'UE)

- L'affaiblissement des institutions européennes et la question de la politisation des ses activités et les contraintes sur le sujet de droits de l'homme en face de la Turquie (Réponse de Mme Goulard : l'UE a ses défauts et on a besoin de travailler sur ça mais il ne faut pas exagérer ; on n'est pas allées trop vite vers l'élargissement ! la moitié du continent était espionnée pendant des années après la guerre et pas pris partie dans la vie démocratique ; la démocratie n'est pas seulement un jeu électifs, il a besoin d'experts ; députés européens élus au niveau national restent nationales dans leurs actions, c'est une faiblesse du Parlement Européenne ; le blocage sur la Turquie – (mal vue si la France est un seul pays opposant).

Deuxième panel était consacré au sujet « L'Europe des citoyens, l'urgence politique et la responsabilité des échelons locaux, nationaux et européens » avec la participation de Gunther Petry, maire de Kehl et porte-parole allemand de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, Roland Ries, maire de Strasbourg et porte-parole français de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, Denis Badre, Sénateur et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Diogo Pinto, secrétaire général du ME International et animé par Sylvie Goulard. M. Petry a présenté l'opinion qu'aujourd'hui la Paix est l'evidence pour les citoyens est que la dimension franco-allemand n'est pas seul grâce à la facilité de traverser des frontières maintenant. Il a souligné le paradoxe qui existe dans nos jours : comment ressortir les différences quand on facilement traverse des frontières. M. Ries s'est concentré sur la notion d'état d'urgence mentionné dans le titre de l'Université. Pour lui l'état d'urgence signifie que l'Europe est trop technocratique, trop économique et trop normative et qu'il faut reconstruire l'Europe à partir de ses bases c'est-à-dire avec les citoyens dans le centre d'intérêt. Il a souligné une besoin de la pédagogie envers des citoyens et la mission particulière de Strasbourg, un symbole franco-allemand, dans ces démarches. M. Badre a rappelé un changement symbolique du nom du pont entre Strasbourg et Kehl qui, en dépendant de la coté, a porté le nom de la ville et qui s'appelle aujourd'hui Pont de l'Europe. Il a conseillé de faire attention à la distinction entre des activités du PE et ceux des parlements nationaux et de ne pas deassocier les trois termes des bases : la démocratie, les droits de l'homme et le pays de droit. Comme un bon exemple à suivre il a rencontré son expérience des discussions avec les étudiants lituaniens qui lui ont toujours demandé ce que l'Europe attend de la Lituanie et jamais ce que l'Europe peut emporter aux Lituaniens. M. Pinto était déçu par le rôle joué par la France en Europe aujourd'hui et la situation qu'on a des procédures démocratiques et la manque de la participation des citoyens en même temps. Il a rappelé qu'on parle toujours d'un déficit de la démocratie en Europe et la manque de l'intérêt des citoyens en oubliant que la même situation existe au niveau des élections nationales. Pour lui, la solution de l'état d'urgence est de faire les citoyens croire qu'il y a une liaison forte entre niveau local et européen et que l'Europe est capable d'apprendre de l'expérience locale.

La discussion avec le public s'est concentrée sur tels sujets que :

- Le manque du projet, de la communication et de la proximité au niveau européen comme une raison de l'abstention des citoyens

- Le manque de l’initiative des citoyens au PE
- La manque de l’implication des citoyens dans la prise de décision par l’Europe
- L’urgence de motiver les jeunes à agir pour l’Europe
- Le livre blanc de la Comité des Régions sur la gouvernance à multiniveaux
- Besoin d’apprentissage des « bonnes pratiques » des autres pays européens
- Besoin de mieux expliquer aux citoyens des rapports entre le Conseil Européen comme l’institution de l’UE et le Conseil de l’Europe comme l’institution hors l’UE
- Besoin des enseignants qui sont capable de montre la citoyenneté européenne par lui-même (programme d’échange etc.)

Le débat « A la veille du sommet de Copenhague, l’urgence climatique » avec la participation de Franziska Brantner, députée européenne allemande, Michel Derdevet, directeur de la communication et des affaires publiques de Réseau Transport Électricité, Josefine Holmquist, première secrétaire de l’Ambassade de Suède et spécialiste des questions environnementales et André Reichardt, président du Conseil régional d’Alsace, était animé par Louis Jourdan, président du ME Bretagne. Les présentations des intervenants ont présenté les actions spécifiques en Alsace, les activités du Parlement Européen dans le domaine du climat et d’énergie, actions en Suède et priorités dans ce domaine pour la Présidence suédoise. M. Reichardt a présenté l’idée d’introduire une nouvelle approche avec le but d’avoir une personne responsable pour le développement durable dans chaque projet réalisé par le Conseil régional et le projet de construire le Parc Eco avec les bâtiments produisant plus d’énergie qu’ils consomment. Mme Brantner a parlé de besoin des actions au niveau européen pour diminuer la dépendance de l’Europe de sources russes ou arabes et d’augmenter l’efficacité de l’énergie et l’accès à l’énergie pour les citoyens. Mme Holmquist a présenté un plan pour arriver à Copenhague avec des positions à peu près communes entre des états européens pour faciliter les négociations. Elle a souligné l’importance du paquet climat-énergie négocié sous la présidence française. M. Derdevet a rappelé un besoin d’une position commune à Copenhague et l’importance de finalisation du marché commun pour augmenter l’indépendance des sources externes comme la Russie ou l’Algérie.

Le débat a touché tels sujets que :

- Solutions dans un domaine du taxe carbone en Suède (Réponse de Mme Holmquist : taxe carbone introduit en 1991 ; aujourd’hui 108 euro/ton ; effets : diminution du CO₂ par 10%, augmentation du PNB par 50%)
- Actions alsaciens pour approcher les citoyens selon les sujets climatiques et formation au développement durable en Alsace (Réponse de M. Reichardt : partenariats avec des acteurs différant du développement durable ; chemins pédagogiques à peu près partout dans la région aux lycées pour quels est responsable le Conseil régional ; la prise de décision ensemble avec des écoles par rapport aux solutions pour diminuer l’émission)

- Sécurité énergétique et la construction de l'Europe secourue énergétiquement (Réponses différentes concertées sur la politique du transport et l'importance de l'infrastructure et la question de la gouvernance énergétique)

L'atelier « Le changement climatique : quelle politique énergétique pour l'Europe face aux autres acteurs mondiaux ? » a travaillé sur le texte de la position qui sera publié par le ME-F comme l'opinion pour Copenhague. Il s'est concentré sur des questions telles que les recherches et développement d'engagement public et privé et l'importance du travail sur la prise de conscience des citoyens.

L'atelier « La réforme de la politique régionale : quelle nouvelles priorités pour les fonds structurels ? » a discuté le rapport entre la centralisation et décentralisation, l'importance des fonds européens pour le développement des régions, besoin du plan stratégique pour des régions avant le projet du budget, besoin de la revitalisation de la politique régionale et besoin de trouver la solution dans la situation contemporaine quand ce sont plutôt des grandes villes qui profitent le plus de la politique de cohésion.

L'atelier « La politique de défense européenne : quelle étapes concrètes pour avancer ? » s'est concentré sur la position favorable pour la défense intégrée dans une Europe puissante et besoin d'état européen fédéral. Les participants ont souligné que 20 ans prévus par des experts pour la construction d'une approche commune était trop optimiste et que dans telles circonstances il y a un besoin urgent d'établir un atelier constant du ME-F sur la question de la défense.

L'atelier « L'abstention aux élections européennes : comment les médias peuvent-ils aider à faire passer le message européen ? » a présenté des facteurs majeurs de la manque de message européen aux médias (influence important du chef de rédaction, complexité du système européen, spécificité des médias telle que le passage court etc.) et a proposé plusieurs idées pour établir les partenariats efficaces avec des médias différents (correspondants permanents à Bruxelles, ciblage sur des médias régionales, communiqués de presse sur les actualités européennes au niveau local, grands projets des sections avec la participation des personnages populaires pour attirer attention des médias, l'européisation du scrutin etc.).

L'atelier « La gestion d'une section : comment développer sa section en terme de financements et d'adhérents ? » a fait le bilan de la situation du ME-F et des sections locales avec la difficulté permanente de se détacher de l'image d'association politique et l'intérêt persistant de toucher le public le plus différent possible. Sur des problèmes avec les financements des sections il a apporté la réponse que ces problèmes aux niveaux locaux existent partout en France et qu'une seule solution sont des partenariats privés basés sur la visibilité du logo. Dans un sujet des adhésions l'atelier a répondu avec des solutions telles que les adhésions croisés ou l'envoi par mail l'information claire expliquant qu'est-ce qu'on fait avec la cotisation des adhérents.

L'atelier « Les activités des sections: quelles nouvelles actions pour toucher un public plus diversifié ? » s'est concerté sur l'échange des bonnes pratiques qui augmentent en résultat la visibilité du ME. Entre plusieurs exemples : vidéoconférence avec la participation des adhérents qui sont hors section, voyage à Bruxelles ou Strasbourg avec la participation des personnes hors ME (partenaires, seniors, jeunes etc.) comme une occasion pour eux proposer l'adhésion, demande aux eurodéputés de faire au moins une conférence par an au départ,

partenariat avec des associations différentes (d'arrondissement, commerçants, agriculteurs, écoles, femmes, jeunes etc.) et des adhésions croisés au niveau local, animation dans les écoles, actions plus ludiques avec des thématiques diversifiées (gastronomie, vignoble, golf, personnalité culturelle etc.), chaînes humaines Bruxelles-Strasbourg, excursion thématique à vélo etc. Le ME-F a répondu à la demande de plus de pincés, drapeaux et autres matériaux de la promotion que des sections doivent s'orienter vers les organismes tels que la représentation de la Commission Européenne. Le ME-F a aussi répondu favorablement sur la suggestion de décentraliser des actions du ME-F telles que des petits-déjeuners.

L'atelier « L'ouverture vers l'extérieur: quels nouveaux partenariats (autres associations, jumelages...) ? » a proposé de prendre en compte autres structures associatives (administration, collectivité territoriale, culturelle etc.) pour les actions telles ponctuelles que régulières. Entre plusieurs exemples ils ont souligné : associations des étrangers au niveau local, Maisons de l'Europe, comités des jumelages, CRIJ, Erasmus, universités, municipalités, conseils régionaux et généraux, pôles d'emplois, centres de loisirs, entreprises, centres hospitaliers, clubs sportives, syndicats, jeunes des quartiers défavorisés, associations internationales etc. Ils ont souligné un besoin de la convention du partenariat qui va régler des relations entre des partenaires.

L'atelier « La visibilité des sections : quelles actions avec les médias et sur Internet ? » a présenté un rôle majeur d'Internet qui donne la possibilité de la multiplication facile de message mais qui demande en même temps l'actualisation souvent et courte. Par contre ils ont souligné qu'il ne faut pas oublier qu'Internet ne remplace pas des médias traditionnelles et qu'il existe encore un besoin très forte du contact directe avec des journalistes locaux. Ils ont proposé l'établissement des partenariats en long terme avec des journaux gratuits qui sont facilement accessibles pour un vaste groupe des citoyens.

La conclusion générale du Bureau du ME-F a envisagé les résultats très biens de l'Université d'Automne et l'espoir pour l'inverser le symbole d'urgence pour qu'il signifie une route pour l'amélioration de la situation contemporaine de l'Europe. En même temps le Bureau a encouragé la prise en conscience des sujets plus concrets et moins complexes.
